

## COMMUNIQUE

### Déclaration à l'occasion du 1er Mai – Fête internationale des travailleurs

La Confédération syndicale des forces productives marque la Journée internationale des travailleurs dans un contexte caractérisé par une recrudescence sans précédent des atteintes aux libertés syndicales en Algérie, ainsi que par la poursuite de politiques visant à affaiblir le mouvement syndical autonome et à le vider de sa substance.

Nous exprimons notre rejet catégorique de la situation actuelle, dans laquelle les autorités publiques, au premier rang desquelles le ministère du Travail, continuent d'entraver l'activité des syndicats affiliés à la COSYFOP par des mesures administratives arbitraires, des pressions constantes et un discours de menace visant directement leurs dirigeants. Ces pratiques constituent des violations flagrantes des droits fondamentaux et une atteinte directe au principe de la liberté syndicale, qui est un droit fondamental du peuple.

Nous dénonçons également le caractère purement formel du « pluralisme syndical » présenté par les autorités comme un acquis sur la scène internationale, alors qu'il sert en réalité à fragmenter la force des travailleurs. Cette stratégie repose sur l'encouragement et la multiplication de syndicats sectoriels, notamment dans les services publics tels que l'éducation, la santé et la fonction publique, tout en empêchant toute organisation syndicale indépendante dans des secteurs économiques clés comme la poste et la sécurité sociale. Elle conduit invariablement à la répression systématique de toute voix indépendante, allant jusqu'à la dissolution judiciaire des syndicats qui ne se conforment pas aux lignes imposées par les autorités, sur la base de lois façonnées sur mesure dans les rouages d'un système qui ne respecte pas les conventions internationales de l'Organisation internationale du Travail qu'il a pourtant ratifiées.

Dans le même temps, les autorités poursuivent une politique délibérée visant à imposer de manière autoritaire l'Union générale des travailleurs algériens comme l'unique centrale syndicale faïtière des travailleurs algériens. Celle-ci s'est transformée en un instrument de contrôle et de domestication des travailleurs, au détriment de toute fonction réelle de défense de leurs intérêts, contribuant ainsi à l'affaiblissement profond du mouvement syndical et à l'effacement de sa dimension revendicative.

Parallèlement, la Confédération syndicale des forces productives, en tant que seule centrale syndicale faïtière indépendante face à l'UGTA, légalement enregistrée et porteuse d'une alternative crédible, fait l'objet d'attaques systématiques précisément parce qu'elle incarne une voix autonome et refuse toute logique de soumission.

Ces politiques répressives ont contraint plusieurs dirigeants syndicaux à l'exil forcé, tandis que des milliers de militants poursuivent leur engagement en Algérie dans des conditions extrêmement difficiles, face à un système qui refuse de reconnaître la liberté syndicale comme un droit fondamental et la considère comme une menace à neutraliser.

Dans ce contexte, nous réitérons notre exigence claire et non négociable de libération immédiate du dirigeant syndical Ali Mammeri. Nous tenons les autorités pleinement responsables de son maintien en détention et affirmons que sa cause ne sera jamais abandonnée. La lutte pour sa libération se poursuivra sans relâche, quelles que soient les pressions.

À l'occasion de cette journée mondiale, la Confédération syndicale des forces productives rappelle que le combat pour la liberté syndicale dépasse désormais le cadre des revendications : il s'agit d'une lutte pour l'existence même du mouvement syndical autonome en Algérie. À ce titre, nous réaffirmons notre engagement à poursuivre ce combat par tous les moyens légitimes, en rejetant toute forme de mise sous tutelle, de domestication ou d'exclusion.

**Vive les luttes des travailleurs**  
**Non au monopole de la représentation syndicale**  
**Oui à une véritable liberté syndicale**

**Alger, le 1er mai 2026**

